



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



L'Europe s'invente chez nous

COMMUNIQUE DE PRESSE

Strasbourg, le 16 juin 2020

Installation d'une Conférence sociale territoriale dans le Grand Est : pour un dialogue social renforcé au service de la relance économique

Ce mardi 16 juin 2020, Josiane Chevalier, préfète de la région Grand Est et Jean Rottner, président de la Région Grand Est, ont réuni les partenaires sociaux du territoire. Objectif : renforcer et promouvoir le dialogue social pour favoriser la relance de l'activité et atténuer les effets de la crise économique et sociale.

L'État et le Conseil régional sont aujourd'hui pleinement mobilisés dans la relance de l'activité économique avec pour objectif d'atténuer l'impact de la crise sur la cohésion sociale et l'emploi. Des mesures fortes et ambitieuses ont été mises en place au travers du plan de soutien massif déployé par l'État et des dispositifs initiés dans le Grand Est.

La gestion des conséquences économiques et sociales issues de la crise sanitaire de la Covid-19 implique un dialogue social revisité, dans la durée et en pleine confiance entre les partenaires. Dans ce contexte, Josiane Chevalier et Jean Rottner ont souhaité créer une instance régionale de dialogue social : la Conférence sociale territoriale. Lieu d'échange et de propositions, cette instance se réunira plusieurs fois par an pour **co-construire, dans la durée, un nouveau modèle de dialogue social à l'échelle du Grand Est.**

Pour **Josiane Chevalier**, « *C'est la valeur de confiance qui nous réunit. Or, la confiance ne se décrète pas, elle se construit. Au sein de cette instance de co-construction, il nous faut imaginer des propositions et impulser des actions concrètes en accord avec les priorités régionales, qui doivent se placer au-delà des postures.* »

Pour **Jean Rottner** « *Cette conférence sociale nous permet d'aller plus loin, autrement et différemment, dans la construction du dialogue social. Il nous faut essayer de contourner nos habitudes et d'écrire, tous ensemble, une nouvelle histoire. Sereinement, de manière régulière et répétée, cette instance n'est pas un « one shot », elle doit aboutir à des propositions fortes pour la solidité de l'entreprise, pour la solidité de l'emploi, pour l'intelligence des territoires.* »

Cette première étape a réuni les organisations professionnelles, les syndicats de salariés ainsi que les syndicats patronaux¹, lesquels ont fait part de leurs propositions afin de promouvoir le dialogue social comme facteur positif pour accompagner la reprise, la relance et la concertation dans les entreprises.

¹ (Cf. annexe)

Au terme des réponses recueillies et analysées dans les questionnaires ainsi que des échanges de ce matin, plusieurs chantiers prioritaires ont été identifiés et constitueront les prochains axes de travail :

Développer les expérimentations locales dans les territoires

- lancer un plan de relance transfrontalier pour faire face aux défis à venir des secteurs stratégiques,
- revaloriser l'attractivité des zones rurales et réduire les inégalités territoriales,
- expérimenter et mettre en place des contrats de territoires transfrontaliers en concertation avec les partenaires sociaux.

Favoriser le développement de l'emploi et de la formation pour les jeunes du Grand Est

- faciliter la mobilité au quotidien,
- organiser des journées-rencontres entre employeurs et apprentis,
- favoriser l'insertion pour les jeunes, maintenir les diplômés en région, lutter contre le décrochage,
- renforcer les moyens des missions locales et promouvoir la « garantie jeunes »,
- être force de proposition quant aux initiatives prises à l'échelle nationale.

Développer une organisation du travail et promouvoir le dialogue social

- prendre en compte les spécificités locales et départementales du Grand Est,
- favoriser le dialogue en entreprise,
- se réinventer quant aux nouvelles formes de travail (télétravail, usage du numérique, etc.).

Une seconde conférence sociale se tiendra à l'automne avec l'ensemble des partenaires sociaux sur les bases des échanges et des propositions exprimés ce jour. Dans l'intervalle, 3 groupes de travail seront constitués qui pourront permettre d'établir une feuille de route commune.

Contacts presse

ANNEXE

Les organisations professionnelles

- la Fédération régionale des travaux publics (FRTP) Grand Est,
- la Fédération française du bâtiment (FFB) Grand Est,
- la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA) Grand Est,
- fédération des particuliers employeurs
- la Coopération agricole (COOP de France) Grand Est,
- la Confédération générale de l'alimentation en détail (CGAD) Grand Est,
- la Confédération nationale de l'artisanat des métiers de service et de fabrication (CNAMS) Grand Est,
- la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) Grand Est,
- le Conseil national des professions de l'automobile (CNPA) Grand Est,
- l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction (UNICEM) Grand Est,
- l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Grand Est,
- l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) Grand Est,
- la Fédération des particuliers employeurs (FEPEM) Grand Est

Les syndicats de salariés

- la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) Grand Est,
- Solidaires,
- la Confédération française de l'Encadrement-Confédération générale des cadres (CFE-CGC) Grand Est,
- la Confédération française démocratique du travail (CFDT) Grand Est,
- la Confédération générale du travail (CGT) Grand Est,
- la fédération syndicale unitaire (FSU) Grand Est,
- Force Ouvrière (FO) Grand Est,
- l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) Grand Est,

Les syndicats patronaux

- la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) Grand Est,
- le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Grand Est,
- l'Union des Employeurs de l'Économie Sociale et Solidaire (UDES),
- l'Union des entreprises de proximité (U2P) Grand Est.

Les organisations institutionnelles

- le Commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté,
- la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) Grand Est,
- le Comité économique, social et environnemental régional (CESER) Grand Est,
- l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE),
- Pôle Emploi Grand Est
- l'Agence régionale de santé (ARS) Grand Est.